

**RETURN BIDS TO:  
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des  
soumissions - TPSGC**

**11 Laurier St. / 11, rue Laurier  
Place du Portage , Phase III  
Core 0A1 / Noyau 0A1  
Gatineau, Québec K1A 0S5  
Bid Fax: (819) 997-9776**

**REQUEST FOR PROPOSAL  
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government  
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services  
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

**Comments - Commentaires**

<b>Title - Sujet</b> RALLY DRIVER TRAINING	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> W6399-13EA96/B	<b>Date</b> 2013-09-30
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> W6399-13EA96	
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$\$ZH-124-26441	
<b>File No. - N° de dossier</b> 124zh.W6399-13EA96	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2013-11-13</b>	
<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Eastern Daylight Saving Time EDT	
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Bouchard, Suzy	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> 124zh
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (819) 956-1666 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> ( ) -
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b>	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

**Vendor/Firm Name and Address**

**Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur**

**Issuing Office - Bureau de distribution**

Training and Specialized Services Division/Division de la  
formation et des services spécialisés  
11 Laurier St. / 11, rue Laurier  
10C1, Place du Portage  
Gatineau, Québec K1A 0S5

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b>	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

---

## **DEMANDE DE SOUMISSIONS POUR DES SERVICES DE FORMATION DE CONDUCTEURS RALLYE**

### **TABLE DES MATIÈRES**

#### **PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

1. Introduction
2. Sommaire
3. Compte rendu

#### **PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES**

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des soumissions
3. Demandes de renseignements - en période de soumissions
4. Lois applicables

#### **PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS**

1. Instructions pour la préparation des soumissions

#### **PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION**

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

#### **PARTIE 5 - ATTESTATIONS**

1. Attestations préalables à l'attribution du contrat

#### **PARTIE 6 - EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES**

1. Exigences en matière d'assurance
2. Capacité financière

#### **Liste des pièces jointes:**

Pièce jointe 1 de la Partie 3, Soumission Technique

Pièce jointe 2 de la Partie 3, Barème de prix

Pièce jointe 3 de la Partie 3, Attestations et renseignements supplémentaires

Pièce jointe 1 de la Partie 4, Critères techniques

#### **PARTIE 7 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

1. Énoncé des travaux
2. Clauses et conditions uniformisées
3. Exigences relatives à la sécurité
4. Durée du contrat
5. Responsables
6. Paiement

7. Instructions relatives à la facturation
8. Attestations
9. Lois applicables
10. Ordre de priorité des documents
11. Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien) *et/ou*  
Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)
12. Exigences en matière d'assurances
13. Clauses du Guide des *CCUA*
14. Annulation de cours

**Liste des annexes :**

- Annexe A - Énoncé des travaux
- Annexe B - Base de paiement
- Annexe C - Exigences en matière d'assurance
- Annexe D - Formulaire d'inscription, formulaire d'autorisation de tâche
- Annexe E - Entente de non-divulgence
- Annexe F - Exemple de feuille de calcul électronique «MS Office Excel» pour les  
rapports d'utilisation périodiques - Contrats avec AT
- Annexe G - Liste de vérification des installations du soumissionnaire

## PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

### 1. Introduction

La demande de soumissions contient sept (7) parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- Partie 1 Renseignements généraux: renferme une description générale du besoin;
- Partie 2 Instructions à l'intention des soumissionnaires: renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions;
- Partie 3 Instructions pour la préparation des soumissions: donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission;
- Partie 4 Procédures d'évaluation et méthode de sélection: décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, ainsi que la méthode de sélection;
- Partie 5 Attestations: comprend les attestations à fournir;
- Partie 6 Exigences financières et d'assurances: comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre; et
- Partie 7 Clauses du contrat subséquent: contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.

Les annexes comprennent l'énoncé des travaux, la base de paiement, le formulaire d'inscription (autorisation de tâche), entente de non-divulgaration, exemple de feuille de calcul électronique «MS Office Excel» pour les rapports d'utilisation périodiques - Contrats avec AT et la liste de vérification des installations du soumissionnaire

### 2. Sommaire

- a) Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC), pour le compte du ministère de la Défense nationale (MDN), a un besoin de formation des conducteurs de rallye. Le soumissionnaire doit offrir la formation des conducteurs de rallye sur le site du MDN et dans son installation, avec ses ressources, au besoin. Le soumissionnaire doit fournir aux participants des cours de formation avec des instructeurs, des installations, des pistes de conduite, des véhicules de rallye et de l'équipement de protection. Les participants sont le personnel du MDN.
- b) Cette exigence comporte 2 volets: Volet 1 - contient une exigence de température minimale mensuelle (la formation peut être dispensée à tous les mois) et Volet 2 - qui n'est pas limitée par la température (la formation peut être dispensée du 1er mai au 31 octobre). L'objectif est d'attribuer jusqu'à deux contrats, soit un par un volet.
- c) La durée du contrat est de deux ans, plus deux options de prolongation d'un an chacune.
- d) Ce besoin ne comporte pas d'exigences relatives à la sécurité
- e) Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), et de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

### 3. Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats du processus de la demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

## PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

### 1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 (2013-06-01), Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document 2003, Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suite:

Supprimer : soixante (60) jours

Insérer : 120 jours civils

### 2. Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement à l'unité de réception des soumissions de TPSGC au plus tard à la date et à l'heure indiquées à la page 1 de la demande de soumissions et à l'adresse suivante :

Ministère des travaux publics et services gouvernementaux canada

Unité de réception des soumissions

11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Noyau 0A1

Gatineau (Québec)

K1A 0S5

En raison du caractère de cette demande de soumission, les soumissions transmises par télécopieur ou par courrier électronique à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.

### 4. Demandes de renseignements - en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins 10 jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions, ou demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

#### **4. Lois applicables**

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

### **PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS**

#### **1. Instructions pour la préparation des soumissions**

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit:

Section I: Soumission technique - 2 copies papier

Section II: Soumission financière - 1 copie papier

Section III & IV: Attestations et renseignements supplémentaires - 1 copie papier

Cette sollicitation utilise la technologie Format de document portable (PDF). Pour accéder aux formulaires PDF, les soumissionnaires doivent avoir un lecteur PDF installé. Si les soumissionnaires n'ont pas déjà un tel lecteur, il existe de nombreux lecteurs PDF disponibles sur l'Internet. Il est recommandé d'utiliser la plus récente version du lecteur PDF afin de bénéficier de tous les fonctionnalités des formulaires interactifs.

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Les soumissionnaires ne peuvent pas soumettre une soumission sur plus d'un volet spécifié dans l'énoncé des travaux. Cependant, les soumissions jugées recevables pour le volet 1 sont automatiquement recevables pour le volet 2.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques

(<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>).

Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient:

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et/ou contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- b) utiliser un format qui respecte l'environnement: impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

### **Section I : Soumission technique**

- a) Les soumissionnaires doivent compléter leur soumission technique en utilisant le formulaire PDF à remplir à la pièce jointe 1 de la partie 3 - Soumission Technique
- b) Les soumissionnaires devraient remplir le formulaire interactif en entier à l'écran avant de l'imprimer.
- c) La Partie 4, Procédures d'évaluation, contient des instructions supplémentaires que les soumissionnaires doivent prendre en considération lors de la préparation de leur soumission technique.

### **Section II : Soumission financière**

- a) Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en dollars canadiens et en conformité avec le barème de prix détaillé dans la pièce jointe 2 de la Partie 3 - Barème de prix.
- b) Le montant total de la taxe sur les produits et les services ou de la taxe sur la vente harmonisée doit être indiqué séparément, s'il y a lieu.
- c) Au moment de préparer leur soumission financière, les soumissionnaires devraient examiner la base de paiement à l'annexe B et la clause 1.2, Évaluation financière, figurant à la Partie 4.

### **Section III & IV: Attestations et Renseignements supplémentaires**

Les soumissionnaires devraient inclure dans la Section III de leur soumission les attestations exigées à la Partie 5 et, s'il y a lieu, toute documentation connexe et **renseignements supplémentaires**.

- a) Les soumissionnaires doivent compléter les attestations et fournir les renseignements supplémentaires en utilisant le formulaire PDF à remplir à la pièce jointe 3 de la partie 3 - Attestations.
- b) Les soumissionnaires devraient remplir le formulaire interactif en entier avant de l'imprimer. Les soumissionnaires doivent noter que le fait de simplement imprimer le formulaire avant de le remplir à l'écran pourrait entraîner l'omission de certains champs qui apparaissent au moment de remplir le formulaire électroniquement, ce qui entraînera des attestations incomplètes.
- c) Le formulaire devrait être signé.

Solicitation No. - N° de l'invitation

W6399-13EA96/B

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

124zh

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

W6399-13EA96

124zhW6399-13EA96

---

## **PIÈCE-JOINTE 1 DE LA PARTIE 3**

### **Barème de prix**

Voir le document MS Excel™ en pièce jointe: Piece-joint 1 de la partie 3 - bareme de prix.xls



---

## **PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION**

### **1. Procédures d'évaluation**

- a) Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation technique.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

#### **1.1 Évaluation technique**

##### **1.1.1 Critères techniques obligatoires**

Voir la pièce jointe 1 de la Partie 4 et le formulaire Soumission Technique.

Le soumissionnaire doit satisfaire TO1 à TO8, s'il soumet une soumission pour le volet 1.  
Le soumissionnaire doit satisfaire TO1 à TO7, s'il soumet une soumission pour le volet 2.

Les soumissions jugées recevables pour le volet 1 seront automatiquement recevables pour le volet 2.

#### **1.2 Évaluation financière**

- a) Aux fins d'évaluation des soumissions et de sélection des soumissionnaire seulement, le prix évalué d'une soumission sera déterminé conformément au barème de prix détaillé dans la pièce jointe 2 de la Partie 3.
- b) Tout niveau de service estimatif précisé dans le barème de prix détaillé dans la pièce jointe 2 de la Partie 3 n'est fourni qu'aux fins d'évaluation financière des soumissions. Il ne s'agit que d'une approximation des exigences, donnée à titre indicatif, et ne constitue aucune garantie du contrat.
- c) Les soumissions recevables seront classées par ordre croissant du prix évalués. La soumission recevable ayant le prix évalué le plus bas sera au premier rang. Jusqu'à 2 soumissions pourraient être sélectionnées pour les prochaines étapes: Visite d'évaluation des installations du soumissionnaire (facultative) et Validation de l'inventaire des véhicules de rallye. Les soumissions seront sélectionnées en suivant le processus suivant:

Pour le volet 1: La soumission recevable sous le volet 1 ayant le prix évalué le plus bas.

Pour le volet 2: La soumission recevable sous les volets 1 et 2 ayant le prix évalué le plus bas.

Si la soumission recevable ayant le prix évalué le plus bas pour les volets 1 et 2 provienne de la même soumission, seulement cette soumission sera sélectionnée pour les prochaines étapes.

#### **1.3 Visite d'évaluation des installations du soumissionnaire facultative**

- (a) Le Canada peut, à sa discrétion, décider si une visite d'évaluation des installations s'impose pour valider la soumission technique et un ou tous les exigences de l'énoncé des travaux. Si le Canada décide qu'une telle visite est nécessaire, les responsables pourraient visiter une ou toutes les installations proposées par le soumissionnaire dont la soumission est classée au premier rang (déterminée après l'évaluation financière) pour confirmer que les installations sont fidèles à la description qui en est faite dans la soumission technique et qu'elles satisfont aux exigences techniques obligatoires décrites dans l'énoncé des travaux et dans la pièce-jointe 1 de la Partie 4. Le Canada utilisera la liste de vérification de la visite d'évaluation des installations à l'annexe G pour effectuer la visite d'évaluation des installations. Le Canada se réserve le droit

d'ajouter des exigences contenues dans l'énoncé des travaux à la liste de vérification de l'annexe G. Le Canada assumera les frais associés à une telle visite.

- (b) L'autorité contractante donnera au soumissionnaire un préavis d'au moins cinq jours ouvrables avant la visite d'évaluation des installations. Le Canada visitera ensuite les installations et effectuera l'évaluation. Deux représentants du soumissionnaire au maximum, devraient participer à la visite. La visite d'évaluation des installations devrait être complétée à l'intérieur d'un jour ouvrable.
- (c) En ce qui concerne la visite d'évaluation des installations, le soumissionnaire accorde au Canada, aux fins d'évaluation; le droit d'accès à tous sites et aux installations incluses dans la soumission.
- (d) Le Canada consignera les résultats de la visite d'évaluation des installations. Si le Canada détermine que les installations ne satisfont pas aux critères obligatoires de la demande de soumissions, la soumission sera considérée comme ayant échoué la visite d'évaluation des installations et sera déclarée irrecevable. Dans ce cas, le Canada déterminera si une FAV est nécessaire pour le prochain soumissionnaire au classement.

#### **1.4 Validation de l'inventaire des véhicules de rallye**

- a) Le soumissionnaire doit répondre à l'exigence des véhicules de rallye tel que détaillé dans le sous-article 3.4 de l'énoncé des travaux (EDT) avant l'octroi d'un contrat. Le Canada validera que la soumission au premier rang pour les volets 1 et 2 (identifiée après l'évaluation financière) possèdent l'inventaire des véhicules de rallye requis.
- b) L'autorité contractante informera le soumissionnaire par courriel de son obligation de valider qu'il possède l'inventaire de véhicules de rallye requis. Dès cette notification, le soumissionnaire aura un maximum de 10 jours ouvrables pour fournir la documentation qui démontre que l'exigence des véhicules de rallye est rencontrée.
- c) Afin de démontrer la conformité avec l'exigence, le soumissionnaire doit fournir une liste avec une description et des photos de son inventaire de véhicules de rallye. Le soumissionnaire doit également fournir une preuve qu'il possède les véhicules.
- d) Le Canada documentera les résultats de la validation. Si le Canada détermine que le soumissionnaire ne répond pas à l'exigence, la soumission sera déclarée non-recevable. Dans ce cas, le Canada procédera à la validation de la soumission classé au rang suivant, jusqu'à ce qu'une soumission réponde à l'exigence.

## **2. Méthode de sélection - prix évalué le plus bas**

Pour être déclarée recevable, une soumission doit:

- (a) respecter toutes les exigences de la demande de soumissions;
- (b) satisfaire à tous les critères d'évaluation obligatoires;
- (c) satisfaire les exigences lors de la visite d'évaluation des installations du soumissionnaire, si elle a lieu;
- (d) satisfaire les exigences de la validation de l'inventaire des véhicules de rallye.

Les soumissions ne répondant pas aux exigences de (a) ou (b) ou (c) ou (d) seront déclarées non recevables. La soumission recevable ayant le prix évalué le plus bas sera recommandée pour l'attribution d'un contrat. Jusqu'à 2 contrats pourraient être émis (un par volet).

## PIÈCE JOINTE 1 DE LA PARTIE 4 CRITÈRES TECHNIQUES OBLIGATOIRES

La soumission technique doit satisfaire aux critères d'évaluation techniques obligatoires qui sont précisés au tableau ci-dessous. Pour répondre aux critères ci-dessous, le soumissionnaire technique doit utiliser le formulaire PDF à remplir à la pièce jointe 1 de la partie 3.

Toute soumission qui ne respecte pas les critères d'évaluation techniques obligatoires sera jugée irrecevable.

Volet 1: La soumission doit satisfaire TO1 à TO8

Volet 2: La soumission doit satisfaire TO1 à TO7

Critères techniques obligatoires	
TO1	<p>Le soumissionnaire doit démontrer qu'il détient une affiliation valide avec l'Association canadienne de rallye (CARS) ou avec Rally America ou être reconnu par l'une ou l'autre des associations.</p> <p>Le Canada peut communiquer avec CARS ou en Rally America lors de l'évaluation technique pour des fins de validation.</p>
TO2	<p>Le soumissionnaire doit avoir et proposer au moins 5 instructeurs de rallye qui possèdent au moins 3 ans d'expérience de compétition en conduite de rallye.</p> <p>Aux fins de ce critère, une année d'expérience signifie qu'un instructeur doit avoir participé à au moins 1 course sanctionnée par Rally America ou CARS durant une période de 12 mois.</p> <p>Les instructeurs doivent être des conducteurs sans restriction et doivent détenir un permis de conduire valide d'un État ou d'une province.</p>
TO3	<p>Le soumissionnaire doit avoir une piste avec une boucle d'au moins 4 km (2,5 miles) et contenir tous les différents types de terrains suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) boisé et accidenté;</li> <li>b) gravier;</li> <li>c) raboteux ou poussiéreux;</li> <li>d) pavé;</li> <li>e) tarmacadam</li> </ul> <p>Et</p> <p>Avoir la possibilité de faire des transitions à grande vitesse* entre les 5 différents types de terrain ci-dessus.</p> <p><i>* Grande vitesse est défini au-dessus de 60 km/h (37,5 MPH) lors de la transition entre les différents types de terrains de la piste, de sorte que le participant peut s'ajuster en conséquence entre les différents types de terrains.</i></p>
TO4	<p>Les installations du soumissionnaire doivent avoir des pistes respectant les différentes spécifications suivantes :</p>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>a) Virages sans visibilité et crêtes;</li> <li>b) Virages et jonctions avec ou sans bombement;</li> <li>c) Différents types et différentes combinaisons de virages;</li> <li>d) Virages à rayon croissant et décroissant;</li> <li>e) Articulations;</li> <li>f) Pente de talus;</li> <li>g) Ascensions et descentes;</li> <li>h) Fossés et rondins.</li> </ul>
TO5	Les installations du soumissionnaire doit avoir un atelier de maintenance des véhicules sur place qui doit inclure, au minimum, deux palans de véhicules (plancher ponts élévateurs).
TO6	Toutes les pistes, les véhicules et l'atelier d'entretien des véhicules doivent être au même endroit.
TO7	<p>Le soumissionnaire doit démontrer qu'il a déjà offert une formation semblable sur la conduite de rallye à des militaires du Canada, des États-Unis, du Royaume-Uni, de l'Australie ou de la Nouvelle-Zélande. Le soumissionnaire doit avoir livré une formation semblable à au moins 5 reprises depuis le mois juillet 2011.</p> <p>Le soumissionnaire doit fournir une liste des contrats octroyés. La liste doit inclure, au minimum, la description de la façon dont la formation est semblable, les dates, les lieux, la durée de la formation, le nombre d'étudiants et l'entité militaire qui a reçu la formation.</p> <p>Le Canada peut demander une copie de un ou tous les contrats énumérés lors de l'évaluation technique à des fins de validation.</p>
Critère additionnel pour le volet 1:	
TO8	Les installations du soumissionnaire doivent être situés dans une région où la température moyenne mensuelle est de 30 ° F/-1 ° C ou plus, pour chaque mois de l'année. La température moyenne mensuelle sera validée à l'aide des statistiques fournies par MétéoMédia à <a href="http://www.meteomedia.com">www.meteomedia.com</a> . Si le nom de la ville n'est pas disponible, le code postal ou la ville la plus proche ayant les statistiques sera utilisée.

Solicitation No. - N° de l'invitation

W6399-13EA96/B

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

124zh

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

W6399-13EA96

124zhW6399-13EA96

---

## **PARTIE 5 - ATTESTATIONS**

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et la documentation exigées pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur, s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre à cette demande, la soumission sera également déclarée non recevable, ou sera considérée comme un manquement au contrat.

Les soumissionnaires doivent compléter leurs attestations exigées à la Partie 5 en utilisant le formulaire à la pièce jointe 3 de la partie 3.

## **PARTIE 6 - EXIGENCES D'ASSURANCES ET EXIGENCES FINANCIÈRES**

### **1. Exigences en matière d'assurance**

Le soumissionnaire doit fournir une lettre d'un courtier ou d'une compagnie d'assurances autorisé à faire des affaires au Canada stipulant que le soumissionnaire, s'il obtient un contrat à la suite de la demande de soumissions, peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance décrites à l'annexe C.

Si l'information n'est pas fournie dans la soumission, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer à cette exigence. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer à l'exigence dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable

### **2. Capacité financière**

Clause du *Guide des CCUA* M9033T (2011-05-16) Capacité financière

## PARTIE 7 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

### 1. Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux, à l'Annexe A.

#### 1.2 Autorisation de tâches

**1.2.1** En vertu du contrat, les travaux décrits à l'annexe A, énoncé des travaux, seront exécutés «au fur et à mesure de la demande»;

**1.2.2** En ce qui concerne les travaux mentionnés au paragraphe 1.2.1 de cette clause,

- a) une obligation entrera en vigueur seulement lorsque l'entrepreneur recevra une autorisation de tâche (AT), y compris toutes révisions, autorisée et délivrée conformément à cette clause et à l'étendue précisée dans l'AT autorisée seulement;
- b) le responsable de l'autorisation d'une AT et la limite d'une AT seront déterminées conformément au paragraphe 1.2.3 de cette clause;
- c) l'entrepreneur ne doit pas commencer les travaux avant qu'une AT, y compris toutes révisions, n'ait été autorisée et délivrée conformément au contrat. L'entrepreneur reconnaît que s'il exécute les travaux avant qu'une AT, y compris toutes révisions, n'ait été autorisée et délivrée conformément au contrat, il le fera à ses propres risques et à ses frais;
- d) l'AT, y compris toutes révisions, sera autorisée en vertu du contrat à l'aide du Formulaire d'autorisation de tâche, à l'annexe. Une AT autorisée consiste en l'annexe D complétée et signée par le responsable de l'autorisation de l'AT

#### 1.2.3 Responsable de l'autorisation d'une AT et limite d'une AT

- a) Le chargé de projet peut autoriser les AT individuelles, y compris toutes révisions, jusqu'à une limite de 100 000,00\$, taxes applicables incluses. Toute AT dont la valeur totale dépasserait cette limite ou toute révision d'une AT préalablement autorisée qui accroîtrait la valeur totale de l'AT au-delà de cette limite doit être autorisée par l'autorité contractante avant d'être délivrée à l'entrepreneur.
- b) L'autorité décrite dans cette clause est accordée à la condition que la somme précisée au contrat à la clause 6.2: « Limitation des dépenses - Total cumulatif de toutes les AT autorisées », ne soit pas

#### 1.2.4 Contrats multiples

*Puisque plus d'un contrat pourrait être accordée pour ce besoin, la procédure suivante sera suivie:*

*Si 2 contrats sont attribués:*

Deux contrats ont été attribués suite à cette demande de soumissions de Travaux publics et Services gouvernement Canada (TPSGC) portant le numéro W6399-13EA96/B:

Nom de l'entrepreneur 1: \_\_\_\_\_

Nom de l'entrepreneur 2: \_\_\_\_\_

- a) **L'autorisation de tâche ayant des dates de formation entre le 1er mai et le 31 octobre:**  
L'autorisation de tâche doit être envoyée à l'entrepreneur du volet 2, conformément au paragraphe 1.2.5.
- b) **L'autorisation de tâche ayant des dates de formation entre le 1er novembre et le 31 octobre:**  
L'autorisation de tâche doit être envoyée à l'entrepreneur du volet 1, conformément au paragraphe 1.2.5.

*Si 1 seul contrat est attribué:*

### **1.2.5 Processus d'autorisation de tâche**

1.2.5.1 Pour chaque tâche ou révision d'une tâche précédemment autorisée, le chargé de projet fournira à l'entrepreneur une demande d'exécution d'une tâche préparée à l'aide du Formulaire d'autorisation de tâche, à l'annexe D, comprenant au minimum:

- a) Noms des participants;
- b) Lieu des travaux (site de l'entrepreneur ou du MDN);
- c) Dates de formation proposées ;
- d) Nombre d'instructeur(s), si la formation à lieu sur le site du MDN;
- e) La base de paiement du contrat applicable à la tâche ou à la tâche révisée

1.2.5.2 L'entrepreneur doit fournir au responsable de projet, dans les 5 jours ouvrables suivant sa réception, une réponse préparée et soumise au moyen du formulaire de l'AT reçu au préalable, contenant au minimum:

- a) Une confirmation des dates de formation ou d'autres dates acceptés par le responsable de projet;
- b) Le nom des instructeurs;
- c) A la demande du responsable de projet, la démonstration que les instructeurs proposés répondent aux exigences obligatoires d'expérience;
- d) Frais de déplacement et de subsistance estimés, si la formation à lieu sur le site du MDN;
- e) Le coût total estimatif proposé pour l'exécution de la tâche ou, s'il y a lieu, la tâche révisée.

### **1.2.6 Autorisation de l'AT**

- a) Le responsable de projet d'une AT autorisera l'AT en fonction:
  - i. de la demande soumise à l'entrepreneur conformément au paragraphe 1.2.5.1 ci-dessus;
  - ii. de la réponse reçue de l'entrepreneur, soumise conformément au paragraphe 1.2.5.2 ci-dessus;
  - iii. du coût total estimatif convenu pour l'exécution de la tâche ou, s'il y a lieu, de la tâche révisée (s'il y a lieu).
- b) Le responsable de l'autorisation d'une AT autorisera l'AT à la condition que chaque ressource proposée par l'entrepreneur pour l'exécution des travaux requis rencontre toutes les exigences précisées au paragraphe 1.2.5 ci-dessus.
- c) L'AT autorisée sera délivrée à l'entrepreneur par courrier électronique (à titre de pièce jointe en format PDF ou facsimilé).

### **1.2.7 Garantie des travaux minimums -Tous les travaux - d'autorisations de tâches**



a) Dans cette clause,

« **valeur maximale du contrat** » signifie le montant indiqué à la clause « Limite des dépenses » énoncée dans le contrat;

« **valeur minimale du contrat** » signifie \$25 000,00

- b) L'obligation du Canada en vertu du contrat consiste à demander des travaux jusqu'à concurrence de la valeur minimale du contrat ou, au choix du Canada, de payer l'entrepreneur à la fin du contrat conformément au paragraphe 3. En contrepartie de cette obligation, l'entrepreneur convient de se tenir prêt, pendant toute la durée du contrat, à exécuter les travaux décrits dans le contrat. La responsabilité maximale du Canada à l'égard des travaux exécutés dans le cadre du contrat ne doit pas dépasser la valeur maximale du contrat, à moins d'une augmentation autorisée par écrit par l'autorité contractante.
- c) Si le Canada ne demande pas de travaux pour un montant correspondant à la valeur minimale du contrat pendant la période du contrat, le Canada paiera à l'entrepreneur la différence entre la valeur minimale du contrat et le coût total des travaux demandés.
- d) Si le Canada résilie le contrat en totalité ou en partie pour inexécution, le Canada n'assumera aucune obligation envers l'entrepreneur en vertu de cette clause.

### 1.2.8 Rapports d'utilisation périodiques - Contrats avec AT

- a) L'entrepreneur doit compiler et tenir à jour des données détaillées relativement aux travaux requis et demandés dans les AT (y compris toutes révisions) autorisées et délivrées conformément au contrat qu'il exécute.
- b) Au plus tard 10 jours civils suivant la fin de chacune des périodes de production des rapports indiquées ci-dessous, l'entrepreneur doit soumettre à l'autorité contractante et au chargé de projet un rapport d'utilisation périodique comprenant, dans une feuille de calcul électronique « MSOffice Excel », les éléments de données précisés aux paragraphes c et d, ci-dessous dans l'ordre selon lequel ils y sont présentés. Lorsque qu'à la fin d'une période, il n'y a aucuns changements à apporter aux données comprises dans le rapport d'utilisation périodique soumis pour la période précédente, l'entrepreneur doit soumettre à l'autorité contractante et au chargé de projet un rapport d'utilisation périodique portant la mention « NÉANT ».

Les périodes de production des rapports sont les suivantes:

- Premier trimestre : du 1<sup>er</sup> avril au 30 juin;
- Deuxième trimestre : du 1<sup>er</sup> juillet au 30 septembre;
- Troisième trimestre : du 1<sup>er</sup> octobre au 31 décembre; et
- Quatrième trimestre : du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars.

Un exemple de feuille de calcul électronique «MSOffice Excel» comprenant les éléments de données figurant aux paragraphes c et d ci-dessous est fourni à l'annexe F.

- c) Pour chaque AT autorisée et délivrée conformément au contrat, les données doivent comprendre les éléments de données suivants dans l'ordre selon lequel ils sont présentés:
- le N° de l'AT figurant sur le formulaire d'AT;
  - la date à laquelle la tâche a été autorisée figurant sur le formulaire d'AT;
  - le coût estimatif total de la tâche (taxes applicables en sus) avant toutes révisions figurant sur le formulaire d'AT;
  - l'information suivante figurant sur le formulaire d'AT doit être comprise pour chaque révision autorisée (les révisions doivent être présentées par ordre croissant des numéros de révision)

attribués (la première révision doit être identifiée par le numéro 1, la seconde par le numéro 2, et ainsi de suite):

- A. le N° de révision de l'AT;
  - B. la date à laquelle la révision a été autorisée;
  - C. l'augmentation ou la réduction autorisée (taxes applicables en sus);
  - D. le coût estimatif total de la tâche (taxes applicables en sus) après autorisation de la révision;
  - le coût total engagé pour la tâche (telle que révisée la dernière fois, s'il y a lieu), taxes applicables en sus;
  - le coût total engagé et facturé pour la tâche (telle que révisée la dernière fois, s'il y a lieu), taxes applicables en sus;
  - le montant total facturé pour les taxes applicables;
  - le montant total payé, taxes applicables comprises;
  - les dates de début et de fin de la tâche (telle que révisée la dernière fois, s'il y a lieu); et
  - l'état actuel (c.-à-d., le pourcentage d'achèvement des travaux) de la tâche (telle que révisée la dernière fois, s'il y a lieu) accompagné, s'il y a lieu, d'une explication.
- d) Pour toutes les AT autorisées et délivrées conformément au contrat, les données doivent comprendre les éléments de données suivants dans l'ordre selon lequel ils sont présentés:
- la somme (taxes applicables en sus) précisée à la clause du contrat (telle que modifiée la dernière fois, s'il y a lieu): 6.2 Limite des dépenses - Total cumulatif de toutes les AT autorisées;
  - le coût total engagé pour toutes les tâches (y compris toutes révisions), taxes applicables en sus;
  - le coût total engagé et facturé pour toutes les tâches (y compris toutes révisions), taxes applicables en sus;
  - le montant total facturé pour les taxes applicables pour toutes les tâches (y compris toutes révisions); et
  - le montant total payé, taxes applicables comprises, pour toutes les tâches (y compris toutes révisions).

## 2. **Clauses et conditions uniformisées**

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

### 2.1 **Conditions générales**

2035 (2013-06-27), Conditions générales - besoins plus complexes de services, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

### 2.2 **Entente de non-divulgaration**

L'entrepreneur doit obtenir de son ou ses employé(s) ou sous-traitant(s) l'entente de non-divulgaration, incluse à l'annexe E, remplie et signée et l'envoyer au chargé de projet avant de leur donner accès aux renseignements fournis par ou pour le Canada relativement aux travaux.

## 3. **Exigences relatives à la sécurité**

Ce contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

## 4. **Durée du contrat**

#### 4.1 Période du contrat

La période du contrat est d'une durée de deux ans à partir de la date d'émission du contrat

#### 4.2 Option de prolongation du contrat

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus 2 période(s) supplémentaire(s) de une année (s) chacune, selon les mêmes conditions. L'entrepreneur accepte que pendant la période prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la Base de paiement.

Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur avant la date d'expiration du contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

### 5. Responsables

#### 5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est:

Suzy Bouchard  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Direction générale des approvisionnements  
Direction de l'acquisition des services professionnels  
Place du Portage, Phase III, 10C1  
11, rue Laurier  
Gatineau (Québec)  
K1A 0S5  
Téléphone: 819-956-1666  
Télécopieur: 819-956-1432  
Courriel: suzy.bouchard@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus, suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

#### 5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour le contrat est :

*(À préciser au moment de l'émission)*

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification de contrat émise par l'autorité contractante.

#### 5.3 Représentant de l'entrepreneur

*(À préciser au moment de l'émission)*

## 6. Paiement

### 6.1 Base de paiement

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

#### 6.1.1 AT à prix de lot ferme (sur le site de l'entrepreneur)

Lorsque la base de paiement applicable mentionnée dans une AT autorisée et délivrée en vertu du contrat est prix de lot ferme, à condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu de l'AT autorisée, l'entrepreneur sera payé le prix de lot ferme indiqué dans l'AT autorisée, établi conformément aux éléments de coût compris dans le tableau 1 de la base de paiement à l'annexe B. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

#### 6.1.2 AT à taux ferme (sur le site du MDN)

Lorsque la base de paiement applicable mentionnée dans une AT autorisée et délivrée en vertu du contrat est un taux ferme, à condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu de l'AT autorisée, l'entrepreneur sera payé le taux journalier ferme par jour tout compris, indiqué dans l'AT autorisée, établi conformément aux éléments de coût compris dans le tableau 2 de la base de paiement à l'annexe B. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

#### 6.1.3 AT assujettie à une limitation des dépenses - frais autorisés de déplacement et de subsistance pour travaux exécutés en dehors d'un rayon de 100 km du lieu d'affaires de l'entrepreneur.

Pour les exigences relatives aux voyages décrites à la section 5 de l'énoncé des travaux à l'annexe A.

Lorsque la base de paiement applicable mentionnée dans une AT autorisée et délivrée en vertu du contrat est limitation des dépenses, l'entrepreneur sera remboursé pour les frais autorisés de déplacement et de subsistance qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, au prix coûtant, sans aucune indemnité pour le profit et les frais administratifs généraux, conformément aux indemnités relatives aux repas, à l'utilisation d'un véhicule privé et aux faux frais qui sont précisées aux appendices B, C et D de la Directive sur les voyages du Conseil national mixte: et selon les autres dispositions de la Directive qui se rapportent aux «voyageurs» plutôt qu'à celles qui se rapportent aux «employés», jusqu'à une limitation des dépenses indiquée dans l'AT autorisée. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Les frais de déplacement et de subsistance autorisés seront remboursés sur présentation d'un état détaillé des frais accompagné des reçus appropriés. Tous les paiements peuvent faire l'objet d'une vérification par le gouvernement.

L'entrepreneur doit informer, par écrit, le responsable de l'autorisation d'une AT dès que l'entrepreneur juge que les fonds de l'AT autorisée sont insuffisants pour couvrir les frais de déplacement et de subsistance. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas automatiquement la responsabilité du Canada à son égard.

### 6.2 Limitation des dépenses - Total cumulatif de toutes les AT autorisées

La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser la somme de \_\_\_\_ \$. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement de conception, de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements de conception, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante :

- a) lorsque 90 p. 100 de la somme est engagée, ou
- b) 3 mois avant la date d'expiration du contrat, ou
- c) dès que l'entrepreneur juge que les fonds du contrat sont insuffisants pour l'achèvement des travaux,

selon la première de ces conditions à se présenter.

Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas automatiquement la responsabilité du Canada à son égard.

### 6.3 Méthodes de paiement

#### 6.3.1 Méthode de paiement - AT autorisée

La méthode de paiement suivante fera partie de l'AT autorisée:

Pour les travaux décrits dans une AT autorisée à prix de lot ferme et assujettie à une limitation des dépenses:

##### Paieement unique

Le Canada paiera l'entrepreneur lorsque les travaux seront complétés et livrés conformément aux dispositions de paiement du contrat si :

- a) une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;
- b) tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;
- c) les travaux livrés ont été acceptés par le Canada.

#### 6.3.2 Crédits de paiement

Si l'entrepreneur ne fournit pas une ressource de services professionnels qui possède toutes les compétences exigées pour fournir les séances de formation conformément à l'autorisation de tâche approuvée, l'entrepreneur doit créditer au Canada un montant fixe de 2 500,00 \$ pour les dépenses administratives, y compris tous les frais de déplacement (s'il y a lieu), engagés par le Canada dans le cadre du cours.

- a) **Crédits de service s'appliquant pendant toute la durée du contrat** : Les parties conviennent que les crédits de service s'appliquent sur toute la durée du contrat.
- b) **Crédits représentant des dommages-intérêts** : Les parties conviennent que les crédits sont des dommages-intérêts et qu'ils représentent leur meilleure estimation préalable de la perte pour le

Canada dans l'éventualité du manquement applicable. Les crédits ne visent pas à constituer une pénalité et ne doivent pas être considérés comme constituant une pénalité.

- c) **Droit du Canada d'obtenir le paiement** : Les parties conviennent que ces crédits représentent une dette déterminée. Afin d'obtenir le paiement des crédits, le Canada est autorisé en tout temps à retenir, à recouvrer ou à déduire tout montant dû et impayé de toute somme due à l'entrepreneur par le Canada de temps à autre.
- d) **Droits et recours du Canada non limités** : Les parties conviennent que rien dans le présent article ne limite les droits ou les recours dont le Canada peut se prévaloir en vertu du présent contrat (y compris le droit de résilier le contrat pour manquement) ou de la loi en général.
- e) **Droits de vérification** : Le calcul de l'entrepreneur relatif aux crédits dans le cadre du contrat peut être vérifié par le service de vérification du gouvernement, à la discrétion de l'autorité contractante, avant ou après que le paiement soit fait à l'entrepreneur. L'entrepreneur doit coopérer entièrement avec le Canada au cours de la réalisation de toute vérification en permettant au Canada d'accéder à tous les documents et les systèmes que le Canada juge nécessaires pour s'assurer que tous les crédits ont été correctement imputés au Canada dans les factures de l'entrepreneur. Si une vérification démontre que des factures passées contiennent des erreurs de calcul des crédits, l'entrepreneur doit payer au Canada le montant, tel que déterminé par la vérification, qui aurait dû être crédité au Canada, additionné des intérêts, à compter de la date à laquelle le Canada a versé le paiement excédentaire jusqu'à la date du remboursement (le taux d'intérêt correspond au taux officiel d'escompte par année de la Banque du Canada en vigueur à la date à laquelle le crédit était d'abord dû au Canada, plus 1,25 % par année). Si, à la suite de la réalisation d'une vérification, le Canada détermine que les documents ou les systèmes de l'entrepreneur servant à déterminer, calculer ou enregistrer les crédits ne sont pas adéquats, l'entrepreneur doit mettre en œuvre toutes les mesures supplémentaires exigées par l'autorité contractante.

## 6.4 Clauses du guide des CCUA

A9117C (2007-11-30), T1204 - demande directe du ministère client  
C2000C (2007-11-30), Taxes - entrepreneur établi à l'étranger  
C2605C (2008-05-12), Droits de douane et taxes de vente du Canada - entrepreneur établi à l'étranger  
C0305C (2008-05-12), État des coûts  
A9116C (2007-11-30), T1204 - Information à transmettre par l'entrepreneur

## 6.5 Vérification discrétionnaire

C0705C (2010-01-11), Vérification discrétionnaire des comptes

## 7. Instructions relatives à la facturation

- a) L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés;
- b) Chaque facture doit être appuyée par une copie des factures, reçus, pièces justificatives pour tous les frais directs et pour tous les frais de déplacement et de subsistance, s'il y a lieu;
- c) Les factures doivent être distribuées comme suit:
  - i) L'original doit être envoyé au chargé de projet identifiée sous l'article intitulé « Responsables » pour attestation et paiement;

- ii) Un exemplaire doit être envoyé à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé « Responsables ».

## 8. Attestations

### 8.1 Conformité

Le respect des attestations et documentation connexe fournies par l'entrepreneur avec sa soumission est une condition du contrat et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur, à fournir la documentation connexe ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

### 8.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Manquement de la part de l'entrepreneur

Lorsque qu'un Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi a été conclu avec RHDC - Travail, l'entrepreneur reconnaît et s'engage à ce que cet accord demeure valide pendant toute la durée du contrat. Si l'Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la liste des « soumissionnaires admissibilité limitée » ([http://www.travail.gc.ca/fra/normes\\_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml](http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml)) du PCF. L'imposition d'une telle sanction par Ressources humaines et Développement des compétences Canada fera en sorte que l'entrepreneur sera considéré non conforme aux modalités du contrat.

## 9. Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur \_\_\_\_\_ et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

## 10. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales 2035 (2013-06-27), Conditions générales - besoins plus complexes de services;
- c) Annexe A, Énoncé des travaux;
- d) Annexe B, Base de paiement;
- e) Annexe C, Exigences en matière d'assurance
- f) les autorisations de tâches signées (y compris toutes les annexes, s'il y a lieu)
- g) la soumission de l'entrepreneur datée du \_\_\_\_\_.

## 11. Ressortissants étrangers

11.1 Clause du guide des CUA A2001C (2006-06-16), Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)

OU

11.2 Clause du guide des CUA A2000C (2006-06-16), Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

## 12. Exigences en matière d'assurance

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe C. L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours civils suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

## 13. Clauses du *Guide des CCUA*

A9062C (2011-05-16), Règlements concernant les emplacements des Forces canadiennes

## 14. Annulation de cours

### 14.1 Formation aux installations de l'entrepreneur

Le Canada peut annuler ou reporter une formation planifiée sans frais en donnant un avis écrit à l'entrepreneur au moins 30 jours civils avant la date prévue du cours;

Dans le cas où le Canada annule une formation entre 30 à 15 jours civils avant la date prévue, l'entrepreneur sera payé 50% du prix par cours conformément à l'Annexe B, Base de paiement;

Dans le cas où le Canada annule une formation 14 jours civils ou moins avant la date prévue, l'entrepreneur sera payé 75% du prix par cours conformément à l'Annexe B, Base de paiement;;

Dans le cas où le Canada annule ou reporte une formation prévue la journée même de la formation, l'entrepreneur sera payé le prix par cours conformément à l'Annexe B, Base de paiement;

si, en raison de la non-disponibilité d'une ressource de l'entrepreneur, le Canada annule ou reporte un cours le jour même où il devait être présenté ou pendant celui-ci, l'entrepreneur remboursera le Canada conformément à l'article 6.3.2, Crédits de paiement.

Si le chargé de projet ou l'entrepreneur doit annuler en raison d'un événement imprévisible ou incontrôlable (comme une grève, une attaque de virus, une pandémie, une défaillance technique ou électrique, etc.) aucun frais ne sera appliqué indépendamment du moment où l'avis est reçu par le Canada ou l'entrepreneur.

### 14.2 Formation sur place (installation du MDN)

Le Canada peut annuler ou reporter une formation planifiée sans frais en donnant un avis écrit à l'entrepreneur au moins 15 jours civils avant la date prévue du cours.

Dans le cas où le Canada annule une formation entre 30 et 15 jours civils avant la date de formation prévue, l'entrepreneur sera remboursé pour les frais de voyage non remboursables et non transférables



---

engagées sans provision pour les frais généraux ou profit, le tout conformément à l'annexe B - Base de paiement.

Dans le cas où le Canada annule une formation entre 14 et 5 jours civils avant la date de formation prévue, l'entrepreneur sera payé 25% du prix par jour et sera remboursé pour les frais de voyage non remboursables et non transférables engagées sans provision pour les frais généraux ou profit, le tout conformément à l'annexe B - Base de paiement;

Dans le cas où le Canada annule une formation 4 jours civils ou moins avant la date de livraison, l'entrepreneur sera payé 50% du prix par jour et sera remboursé pour les frais de voyage non remboursables et non transférables engagés sans aucune indemnité pour les frais généraux ou profit, le tout conformément à l'annexe B - Base de paiement;

Dans le cas où le Canada annule ou reporte une formation prévu sur la journée même ou en cours de la formation, l'entrepreneur sera payé le prix par jour et sera remboursé pour les frais de voyage non remboursables et non transférables engagés sans aucune indemnité supplémentaire pour les frais généraux ou de profit, le tout conformément à l'annexe B - Base de paiement;

si, en raison de la non-disponibilité d'une ressource de l'entrepreneur, le Canada annule ou reporte un cours le jour même où il devait être présenté ou pendant celui-ci, l'entrepreneur remboursera le Canada conformément à l'article 6.3.2, Crédits de paiement.

Si le chargé de projet ou l'entrepreneur doit annuler en raison d'un événement imprévisible ou incontrôlable (comme une grève, une attaque de virus, une pandémie, une défaillance technique ou électrique, etc.) aucun frais ne sera appliqué indépendamment du moment où l'avis est reçue par le Canada ou l'entrepreneur.

## **ANNEXE A ÉNONCÉ DES TRAVAUX**

### **FORMATION DES CONDUCTEURS (RALLYE)**

#### **1.0 PORTÉE**

##### **1.1 But**

Le ministère de la Défense nationale (MDN) entend combler un besoin de formation des conducteurs de rallye, sur demande.

##### **1.2 Contexte**

Le personnel des Forces canadiennes (FC) du MDN doivent être capable d'opérer les véhicules militaires et civils dans une variété d'environnements tant au Canada qu'à l'étranger où les risques ne sont pas seulement des routes dangereuses et circulation périlleuse, mais aussi la présence de criminels et d'insurgés locaux. Le MDN vise à fournir la meilleure formation possible au personnel des FC en vue de contribuer à leur sécurité tout en opérant dans des zones à risque élevé et ainsi s'assurer que les membres des FC ont les meilleures chances de succès lors des opérations. Le MDN ne possède ni l'expérience ni les installations requises afin d'offrir cette formation de haut niveau et d'atteindre les objectifs spécifiques de cette formation.

#### **2.0 DOCUMENTS PERTINENTS**

**2.1** Les documents suivants font partie de l'énoncé de travail (EDT) dans la mesure indiquée dans la présente, et le corroborent lorsqu'ils sont mentionnés dans la section 3.0 et dans les sections suivantes. Toutes les autres références doivent être considérées comme des renseignements supplémentaires seulement. À moins d'avis contraire, la publication ou les modifications de documents en vigueur pour ce contrat sont celles en vigueur à la date d'attribution du contrat. En cas de divergence entre les documents et le contenu de cet EDT, le contenu de cet EDT a préséance.

- (a) Règlements de l'Association canadienne de rallye ([http://www.rally-canada.com/index.php?option=com\\_content&view=category&id=15&Itemid=24&lang=fr](http://www.rally-canada.com/index.php?option=com_content&view=category&id=15&Itemid=24&lang=fr))
- (b) Règlements de Rally America (<http://rally-america.com/rules.php>) (en anglais seulement)

#### **3.0 BESOIN**

##### **3.1 Tâches**

L'entrepreneur doit assurer la formation des conducteurs de rallye sur le site du MDN et dans son installation, avec ses ressources, sur demande. L'entrepreneur doit offrir aux participants des cours de formation avec des instructeurs, des installations, des pistes de conduite, des véhicules de rallye et de l'équipement de protection. Les participants sont le personnel du MDN.

Cette exigence comporte 2 volets:

**Volet 1** - est un centre de formation situé dans une région avec une température moyenne mensuelle minimale de 30°F/-1°C pour chaque mois de l'année. La formation peut y être offerte à l'année.

**Volet 2** - est un centre de formation avec aucune exigence minimale de température où la formation est offerte seulement du mois de mai à octobre.

### 3.2 Cours de formation

- 3.2.1 Le cours de formation doit être adapté aux participants et au temps disponible, la durée du cours sera de 5 jours pour un nombre maximal de 10 participants en même temps. Les techniques de formation, la durée du cours (si différent) et le nombre de participants seront précisé dans chaque AT.
- 3.2.2 Les cours de formation doivent être planifiés au moins 30 jours avant la date demandée. Il est possible de les organiser dans un délai plus court si toutes les parties s'entendent.
- 3.2.3 L'entrepreneur doit fournir un plan de formation pour chaque cours de formation, détaillé par jour, au chargé de projet identifiée dans chaque AT:
- (a) 8 heures de formation par jour;
  - (b) 70% de cours de conduite pratiques, 20% de cours théoriques et 10% de cours de maintenance de véhicule;
  - (c) Ratio 2:1 donc 2 participants par instructeur.
- 3.2.4 L'entrepreneur doit fournir un plan de formation définitif, en collaboration avec le MDN, après la réception de chaque AT, au moins 7 jours ouvrables avant le début du cours. Le plan de formation mis au point indiquera le temps consacré sur chaque type de véhicule.
- 3.2.5 L'entrepreneur doit offrir des cours sur les techniques de conduite suivantes comme l'indique chaque AT:
- (a) Dynamique du véhicule;
  - (b) Préparation du véhicule;
  - (c) Récupération et treuillage;
  - (d) Capacités de raisonnement essentielles, notamment l'analyse des conditions routières, la gestion des vitesses, la performance du véhicule avec pneus à plat, les virages et les conditions routières variantes;
  - (e) Cinq types de dérapage, notamment le sous-virage, le survirage, le contre-dérapiage, le blocage de roues et le patinage de roues;
  - (f) Éviter les obstacles à grande vitesse;
  - (g) Lire les mauvaises conditions routières et y réagir;
  - (h) Contrôle avancé de la voiture;
  - (i) Techniques avancées de virage;
  - (j) Conduite hors route;
  - (k) Contrôler le sous-virage et le survirage;
  - (l) Virages avec frein à main;
  - (m) Virages à vitesse élevée, moyenne et lente;
  - (n) Freiner avec le pied gauche;
  - (o) Virages à pendule;
  - (p) Lire les différents terrains ou les différentes surfaces et s'y adapter;
  - (q) Éviter un accident;
  - (r) Contrôler le dérapage sur des surfaces instables ou des routes étroites inconnues;
  - (s) Aire de dérapage et slalom;
  - (t) Lignes et apex;
  - (u) Freiner en sentier;
  - (v) Transfert de poids et traction.

### 3.3 Installation

- 
- 3.3.1 L'entrepreneur doit limiter le groupe de formation à des participants du MDN seulement pour chaque AT. Les participants qui ne sont pas affiliés au MDN ne peuvent pas suivre la formation avec les participants du MDN.
- 3.3.2 Les pistes de l'installation de l'entrepreneur doit posséder différents terrains et offrir une boucle d'au moins 2,5 miles:
- (a) boisé et accidenté;
  - (b) gravier;
  - (c) raboteux ou poussiéreux;
  - (d) pavé;
  - (e) tarmacadam.
- 3.3.3 Les installations de l'entrepreneur doivent avoir des pistes avec les spécifications. Toutes ces spécifications de pistes peuvent être fournies entre tous les types de terrains énuméré au paragraphe 3.3.2. Tous les terrains des pistes n'ont pas à avoir toutes les spécifications ci-dessous, ils peuvent être répartis entre les différents types de terrain :
- (a) Virages sans visibilité et crêtes;
  - (b) Virages et jonctions avec ou sans bombement;
  - (c) Différents types et différentes combinaisons de virages;
  - (d) Virages à rayon croissant et décroissant;
  - (e) Articulations;
  - (f) Pente de talus;
  - (g) Ascensions et descentes;
  - (h) Fossés et rondins;
  - (i) Zone de transition à haute vitesse\* entre les tous les différents types de terrain identifiés au paragraphe 3.3.2.
- \* Haute vitesse est défini comme sur 60 km/h transition entre les différents types de terrains de piste afin que le participant doit ajuster en conséquence pour les différents types de terrain lors de la transition de l'un à l'autre.*
- 3.3.4 Les installations de l'entrepreneur doit avoir un atelier d'entretien des véhicules sur place qui doit inclure, au minimum, deux palans de véhicules (plancher ponts élévateurs).
- 3.3.5 Toutes les pistes, les véhicules et l'atelier d'entretien des véhicules doivent être au même endroit.

### **3.4 Véhicules de rallye**

- 3.4.1 L'entrepreneur doit offrir la formation avec les types de véhicules mentionnés au paragraphe 3.4.5. Les véhicules déterminés permettront au personnel des Forces canadiennes du MDN à se préparer et se familiariser avec les véhicules qu'ils conduiront réellement à l'étranger.
- 3.4.2 Les véhicules de rallye standards au paragraphe 3.4.5 doivent respecter les normes minimales et les spécifications en matière de sécurité et d'admissibilité comme on les décrit dans les règlements de CARS ou de Rally America.
- 3.4.3 L'ensemble des véhicules à quatre roues motrices (aux puces b et c de l'article 3.4.5) d'entraînement et de la roue avant doit être sûr et digne de route.
- 3.4.4 Tous les véhicules au paragraphe 3.4.5 peuvent être alimenté soit à essence ou au diesel.
- 3.4.5 L'entrepreneur doit avoir dans son inventaire actuel les véhicules suivants et s'assurer que les participants sont formés avec ceux-ci:

- 
- (a) Véhicules standards de rallye (Subaru à traction intégrale de 300 chevaux-puissance ou véhicule semblable). L'entrepreneur doit avoir un minimum de 5 de ces types de véhicules;
  - (b) Véhicules à transmission automatique ou manuelle à traction avant. L'entrepreneur doit avoir un minimum de 5 de ces types de véhicules;
  - (c) Véhicules à traction intégrale ayant un centre de gravité élevé, à transmission automatique ou manuelle, en mesure de passer de la propulsion arrière à la traction intégrale, parmi au moins un des modèles suivants:
    - i. Toyota Hilux;
    - ii. Toyota 4 Runner;
    - iii. Land Cruiser;
    - iv. Land Rover.

L'entrepreneur doit avoir un minimum de 5 de ces types de véhicules. Au moins 4 de ces véhicules doivent être équipés d'une transmission manuelle.

### **3.5 Équipement de protection**

L'entrepreneur doit fournir tout l'équipement de protection standard aux participants. L'équipement de protection doit être en bon état et doit être conforme à l'équipement de protection décrit dans le Règlement sportif 2013 de CARS ou à l'équipement obligatoire décrit dans le règlement de rallye de performance 2013 de Rally America.

### **3.6 Qualifications de l'instructeur**

L'entrepreneur doit fournir des instructeurs de conduite de voiture de rallye expérimentés. Les instructeurs doivent avoir un minimum de 3 ans d'expérience en compétition de la conduite rallye.

### **3.7 Formation sur place (installation du MDN)**

L'entrepreneur doit fournir des instructeurs pour venir enseigner aux participants à une installation aménagée par le MDN, sur demande, tel que précisé dans la demande.

### **3.8 Dîner**

L'entrepreneur doit servir un dîner aux participants lorsque la formation est aux installations de l'entrepreneur. Le dîner doit être pris sur place et doit inclure une option de repas chaud ou froid et une boisson.

### **3.9 Langue**

La formation doit être donnée en anglais.

### **3.10 Appui au client**

3.10.1 Le MDN est responsable des repas (autre que le dîner pendant le cours), de l'hébergement et du déplacement des participants.

3.10.2 Le MDN préparera et fournira l'installation, les pistes de conduite, les véhicules de rallye et l'équipement de protection lorsque l'instructeur doit se déplacer et assurer la formation sur place. L'entrepreneur ne fournira pas le dîner pour la formation sur place.

---

3.10.3 Le MDN désignera un point de contact dans la demande pour chaque cours de formation.

#### **4.0 PRODUITS LIVRABLES**

**4.1** L'entrepreneur doit fournir les éléments suivants:

4.1.1 Un plan de formation à la suite de la réception de chaque demande;

4.1.2 Le cours de formation des conducteurs de rallye;

4.1.3 Des instructeurs pour venir enseigner aux participants à une installation aménagée par le MDN;

4.1.3 Une fois le cours terminé, remettre à tous les participants ayant réussi, un certificat d'attestation de formation de conducteur de rallye» signé par l'entrepreneur ou son représentant.

#### **5.0 Frais de déplacement**

Dans le cas où un déplacement est exigé pour la formation à une installation aménagée par le MDN (lieu des travaux), l'entrepreneur sera responsable de tous les frais de déplacement connexes, ainsi que toutes les dépenses portant sur les voyages à partir de son lieu de travail à la place de travail emplacement à condition que l'emplacement du lieu des travaux soit dans un rayon de 100 km du lieu d'affaires de l'entrepreneur.

Lorsqu'un déplacement est nécessaire en dehors du rayon de 100 km, l'entrepreneur sera remboursé pour les frais autorisés de déplacement et de subsistance qu'il a raisonnablement et convenablement engagés pour l'exécution des travaux. Le déplacement doit avoir l'autorisation écrite préalable du chargé de projet.

Le Canada ne paiera aucun frais de déplacement et de subsistances pour de la formation offerte au lieu d'affaires de l'entrepreneur (installations).

## ANNEXE B BASE DE PAIEMENT

### 1- Prix de lot ferme - Formation de conducteur de rallye sur le site de l'entrepreneur

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé prix de lot ferme par cours figurant au Tableau 1.

Tableau 1 - Formation de conducteur de rallye sur le site de l'entrepreneur	
	Prix de lot ferme par cours
Periode initiale (2 années)	
Option 1	
Option 2	

### 2 - Honoraires professionnels: Instructeur de conducteur de rallye sur le site du MDN

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé le prix unitaire ferme par jour figurant au Tableau 2.

Tableau 2 - Instructeur de conducteur de rallye sur le site du MDN	
	Prix unitaire ferme par jour tout compris
Periode initiale (2 années)	
Option 1	
Option 2	

Aux fins du contrat, la journée de travail comprend 8,0 à l'exclusion des pauses-repas. On paiera les jours de travail réels, sans provision pour les vacances annuelles, les jours fériés et les congés de maladie. Si la durée du temps de travail est supérieure ou inférieure à la journée de travail, le taux fixe par jour tout compris sera rajusté proportionnellement pour tenir compte du nombre réel d'heures de travail.

### 3 - Frais remboursables

#### Frais autorisés de déplacement et subsistance travaux exécutés sur le site du MDN

Pour les exigences relatives aux voyages décrites à la section 5 de l'énoncé des travaux à l'annexe, l'entrepreneur sera remboursé pour les frais autorisés de déplacement et de subsistance qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, au prix coûtant, sans aucune indemnité pour le profit et les frais administratifs généraux, conformément aux indemnités relatives aux repas, à l'utilisation d'un véhicule privé et aux faux frais qui sont précisées aux appendices B, C et D de la Directive sur les voyages du Conseil du Trésor, et selon les autres dispositions de la Directive qui se rapportent aux « voyageurs » plutôt qu'à celles qui se rapportent aux « employés ».

Tout déplacement doit être approuvé au préalable par le chargé de projet. Les frais de déplacement et de subsistance autorisés seront remboursés sur présentation d'un état détaillé des frais accompagné des reçus appropriés. Tous les paiements peuvent faire l'objet d'une vérification par le gouvernement.

Coût total estimatif des frais autorisés de déplacement et de subsistance: (sera identifié dans les ATs)

## **ANNEXE C**

### **EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE**

#### **G2001C Assurance de responsabilité civile commerciale**

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants
  - a) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
  - b) Blessures corporelles et dommages matériels causés à des découlant des activités de l'entrepreneur.
  - c) Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
  - d) Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
  - e) Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
  - f) Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
  - g) Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
  - h) Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
  - i) Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
  - j) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
  - k) S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat
  - l) Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la Loi sur le ministère de la Justice, L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.



---

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

Directeur  
Direction du droit des affaires  
Bureau régional du Québec (Ottawa)  
Ministère de la Justice  
284, rue Wellington, pièce SAT-6042  
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

Avocat général principal  
Section du contentieux des affaires civiles  
Ministère de la Justice  
234, rue Wellington, Tour de l'Est  
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris ou en sus) au nom du Canada.

### **G6002C Assurance responsabilité civile des garagistes**

L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat, une police d'assurance automobile d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident.

La police d'assurance doit comprendre les éléments suivants :

- a) Assurance de responsabilité civile - limite minimale de 2 000 000 \$ par accident ou par incident;
- b) Assurance individuelle - lois de toutes les juridictions;
- c) Garantie non-assurance des tiers;
- d) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.

Solicitation No. - N° de l'invitation

W6399-13EA96/B

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

124zh

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

W6399-13EA96

124zhW6399-13EA96

---

## **ANNEXE D**

### **FORMULAIRE D'INSCRIPTION AUTORISATION DE TÂCHE**

(Sera fourni après l'émission du contrat)

## ANNEXE E

### ENTENTE DE NON-DIVULGATION

Je soussigné(e), \_\_\_\_\_, reconnais que, dans le cadre de mon travail à titre d'employé ou de sous-traitant de \_\_\_\_\_, je peux avoir le droit d'accès à des renseignements fournis par ou pour le Canada relativement aux travaux, en vertu du contrat portant le numéro de série W6399-13EA96, entre Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux et \_\_\_\_\_, y compris des renseignements confidentiels ou des renseignements protégés par des droits de propriété intellectuelle appartenant à des tiers, ainsi que ceux qui sont conçus générés ou produits par l'entrepreneur pour l'exécution des travaux. Aux fins de cette entente, les renseignements comprennent, sans s'y limiter, tous les documents, instructions, directives, données, éléments matériels, avis ou autres, reçus verbalement, sous forme imprimée ou électronique ou autre, et considérés ou non comme exclusifs ou de nature délicate, qui sont divulgués à une personne ou dont une personne prend connaissance pendant l'exécution du contrat.

J'accepte de ne pas reproduire, copier, utiliser, divulguer, diffuser ou publier, en tout ou en partie, de quelque manière ou forme que ce soit les renseignements décrits ci-dessus sauf à une personne employée par le Canada qui est autorisée à y avoir accès. Je m'engage à protéger les renseignements et à prendre toutes les mesures nécessaires et appropriées, y compris celles énoncées dans toute instruction écrite ou orale, émise par le Canada, pour prévenir la divulgation ou l'accès à ces renseignements en contravention de cette entente.

Je reconnais également que les renseignements fournis à l'entrepreneur par ou pour le Canada ne doivent être utilisés qu'aux seules fins du contrat et ces renseignements demeurent la propriété du Canada ou d'un tiers, selon le cas.

J'accepte que l'obligation de cette entente survivra à la fin du contrat portant le numéro de série : W6399-13EA96.

---

Signature

---

Date

Solicitation No. - N° de l'invitation

W6399-13EA96/B

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

124zhW6399-13EA96

Buyer ID - Id de l'acheteur

124zh

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W6399-13EA96

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

---

## **ANNEXE F**

### **RAPPORTS D'UTILISATION PÉRIODIQUES - CONTRATS AVEC AT**

Voir le document MS Excel™ en pièce jointe: Annexe F.xls

## ANNEXE G

### LISTE DE VÉRIFICATION DES INSTALLATIONS

		Respecté	Non-Respecté	Commentaires
1	<p>L'installation doit avoir une piste avec une boucle d'au moins 4 km (2,5 miles) et contenir tous les différents types de terrains suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) boisé et accidenté;</li> <li>b) gravier;</li> <li>c) raboteux ou poussiéreux;</li> <li>d) pavé;</li> <li>e) tarmacadam</li> </ul> <p>Et</p> <p>Avoir la possibilité de faire des transitions à grande vitesse* entre les 5 différents types de terrain ci-dessus.</p> <p><i>* Grande vitesse est défini au-dessus de 60 km/h (37,5 MPH) lors de la transition entre les différents types de terrains de la piste, de sorte que le participant peut s'ajuster en conséquence entre les différents types de terrains.</i></p>			
2	<p>Les pistes de l'installation de l'entrepreneur doivent respecter les différentes spécifications suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Virages sans visibilité et crêtes;</li> <li>b) Virages et jonctions avec ou sans bombement;</li> <li>c) Différents types et différentes combinaisons de virages;</li> <li>d) Virages à rayon croissant et décroissant;</li> <li>e) Articulations;</li> <li>f) Pente de talus;</li> <li>g) Ascensions et descentes;</li> <li>h) Fossés et rondins.</li> </ul>			
3	<p>Les installations doit avoir un atelier de maintenance des véhicules sur place qui doit inclure, au minimum, deux palans de véhicules (plancher ponts élévateurs).</p>			

4	Toutes les pistes, les véhicules et l'atelier d'entretien des véhicules doivent être au même endroit.			
5	Les véhicules de rallye doivent respecter les normes minimales et les spécifications en matière de sécurité et d'admissibilité comme on les décrit dans les règlements de CARS ou de Rally America.			
6	L'ensemble des véhicules à quatre roues motrices (aux paragraphes b et c de l'article 3.4.5) d'entraînement et de la roue avant doit être sûr et digne de route.			
7	<p>L'entrepreneur doit au moins posséder:</p> <p>(a) 5 véhicules standards de rallye (Subaru à traction intégrale de 300 chevaux-puissance ou véhicules semblable).</p> <p>(b) 5 véhicules à transmission automatique ou manuelle à traction avant;</p> <p>(c) 5 véhicules à traction intégrale ayant un centre de gravité élevé, dont au moins 4 à transmission manuelle, en mesure de passer de la propulsion arrière à la traction intégrale, parmi au moins un des modèles suivants:</p> <p>i. Toyota Hilux;</p> <p>ii. Toyota 4 Runner;</p> <p>iii. Land Cruiser;</p> <p>iv. Land Rover.</p>			
8	<p>L'entrepreneur doit avoir tout l'équipement de protection standard aux participants.</p> <p>L'équipement de protection doit être en bon état et doit être conforme à l'équipement de protection décrit dans le Règlement sportif 2013 de CARS ou à l'équipement obligatoire décrit dans le règlement de rallye de performance 2013 de Rally America.</p>			